

Résumé analytique

La présente publication conjointe de la Banque mondiale et de l'OMC repose sur une vision partagée selon laquelle les changements structurels associés à une économie mondiale plus centrée sur les services et sur la contribution essentielle que l'expansion du commerce et de l'investissement dans ce secteur peuvent apporter à la croissance économique et au développement justifient qu'une plus grande attention soit portée aux politiques et que la coopération internationale soit redynamisée. Un objectif important de cette publication et une raison essentielle de son caractère conjoint sont de rappeler les avantages qu'il y a à faire progresser l'ordre du jour des négociations sur le commerce des services et les coûts d'opportunité qui en résulteraient en cas d'inaction. Il s'agit donc de stimuler la réflexion sur les meilleurs moyens de mobiliser un soutien supplémentaire – et une aide de meilleure qualité – qui permettent aux économies en développement et aux économies les moins avancées de mettre en œuvre des réformes du secteur des services, afin de tirer aussi parti de l'expansion du commerce et de l'investissement dans ce secteur pour favoriser leur développement.

Lorsqu'on défend la cause d'une redynamisation de la coopération internationale touchant le commerce des services, il importe de se souvenir que le but ultime des efforts de réforme des politiques est toujours de faire progresser les perspectives de développement des pays et le bien-être de leurs citoyens. Le commerce, la diversification économique et une intégration plus profonde sont les voies essentielles par lesquelles des objectifs de développement plus larges peuvent être poursuivis. Une telle distinction est importante sur le fond, car une multitude de réformes purement intérieures couvrant des domaines aussi divers que l'éducation et la formation, l'infrastructure – tant matérielle que numérique – de facilitation des échanges et des cadres réglementaires bien conçus peuvent influencer sur le degré auquel le commerce et l'investissement dans le secteur des services

serviront de levier pour le développement. En un mot, les gains en matière de développement dus à l'expansion des échanges de services ont de bonnes chances d'être amplifiés par des écosystèmes nationaux favorables dans les domaines de l'activité commerciale, de la réglementation et du capital humain.

Même s'il est important de considérer les réformes touchant le commerce des services dans le contexte plus large du développement, la présente publication ne s'appesantit pas sur la dimension développement des services en soi. Elle attire plutôt l'attention sur le rôle que l'approfondissement de la coopération internationale, et donc les politiques, négociations et accords commerciaux dans le secteur, peuvent jouer en vue de recueillir les immenses avantages offerts en matière de développement par les réformes intérieures et l'accroissement des échanges de services.

La diversité du secteur des services montre à elle seule que les réformes doivent tenir soigneusement compte – et s'inspirer – des différences qui existent dans la nature des services, dans les rôles qu'ils jouent, dans les multiples modes selon lesquels ils sont échangés, dans l'intensité de la supervision réglementaire dont ils font l'objet, dans le large éventail des objectifs de politique publique que vise leur fourniture et dans les forces économiques et politiques qu'ils mettent en jeu. Cette différenciation explique en partie pourquoi la gouvernance du secteur des services ne repose que rarement – voire jamais – sur une approche uniforme. Elle explique aussi pourquoi les réformes intérieures ancrées dans les accords commerciaux avancent généralement de manière progressive.

Malgré les difficultés liées aux caractéristiques intrinsèques des services et à l'hétérogénéité du secteur, un engagement approfondi à l'égard de conditions nationales favorables à l'activité des entreprises et de l'ouverture du commerce des services est indissociable d'un programme

d'action global destiné à renforcer la croissance. L'économie mondiale a connu ces dernières décennies des changements structurels qui ont amené les services au premier plan. Les services constituent la majeure partie de l'activité économique mondiale avec plus des deux tiers du PIB, emploient la plupart des travailleurs et sont la source de la plupart des créations d'emplois, notamment chez les femmes et les jeunes. Ils stimulent la croissance grâce au rôle essentiel d'intermédiation qu'ils jouent comme intrants dans la production d'autres services et de marchandises, de sorte que les avantages liés au renforcement de la compétitivité des marchés de services et de marchandises se renforcent mutuellement.

Omniprésents dans l'économie, les services jouent un rôle clé dans la compétitivité des entreprises à l'exportation pour tous les secteurs. Les gains de productivité dans les industries extractives, l'agriculture et le secteur manufacturier dépendent tous de la facilité d'accès à des services et à des infrastructures efficaces. Un accès amélioré à des services de qualité et abordables peut permettre aux économies en développement de s'intégrer au niveau mondial. La diversification, c'est-à-dire une gamme plus variée d'exportations de services, améliorera la résilience aux événements économiques imprévus et favorisera la poursuite de trajectoires de développement plus durables.

Outre leur importance grandissante dans les économies nationales et leur rôle de facteur de production, les services occupent une place de plus en plus importante dans les échanges internationaux. Ils étaient déjà depuis longtemps la composante la plus dynamique du commerce et de l'investissement au niveau international avant la pandémie de COVID-19, et le monde a vu par la suite comment ils offraient des possibilités croissantes d'exportation, y compris aux économies en développement et aux économies les moins avancées, car la numérisation et la capacité de fournir des services à distance suppriment les obstacles

au commerce dus à la taille limitée et à la géographie difficile de certaines économies.

L'expansion du commerce et de l'investissement dans le secteur des services peut favoriser l'augmentation de la productivité et servir de canal essentiel pour la diffusion et l'adoption de nouvelles technologies et de nouveaux savoir-faire. Par conséquent, un climat des affaires favorable aux fournisseurs de services nationaux et étrangers renforce globalement l'efficacité de l'utilisation des ressources. En contribuant à l'amélioration des résultats dans le secteur, les politiques relatives au commerce des services constituent aussi un moyen décisif d'atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU, contribuant ainsi à l'allègement de la pauvreté et à un meilleur partage de la prospérité.

Pour qu'une plus grande attention soit apportée aux politiques visant les services, il faut que les politiques nationales et internationales soient mises au diapason des réalités de l'économie mondiale des services. Pour les responsables de l'élaboration des politiques commerciales, cela implique d'intensifier la coopération en vue de surmonter les obstacles qui entravent le commerce et l'investissement dans le secteur. Au niveau national, il faut poursuivre les efforts pour mettre en place des environnements commerciaux et réglementaires propices à la fourniture de services plus efficaces et offerts à des prix compétitifs. Au niveau mondial, l'intensification de la coopération pourrait exiger un renouvellement des efforts destinés à rendre plus transparents et prévisibles les régimes commerciaux applicables aux services, en s'appuyant sur les progrès enregistrés dans la dernière génération d'accords commerciaux préférentiels approfondis. Une progression dans cette voie pourrait donner une forte impulsion en vue de rétablir la primauté du système commercial multilatéral dans le domaine de la gouvernance du commerce des services à une époque où les appels à la réforme et à la redynamisation de ce système sont devenus monnaie courante.

Principaux messages

La présente publication délivre six messages principaux.

1. Le commerce des services est très dynamique et offre d'importantes possibilités aux économies en développement

Le commerce des services est la composante la plus dynamique des échanges mondiaux depuis 15 ans. Ce dynamisme offre aux économies en développement et aux économies les moins avancées d'importantes possibilités de croissance induite par les exportations, de diversification économique, d'entrée d'investissements étrangers directs (IED) et d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Le commerce des services favorise l'inclusion, notamment pour les femmes et les jeunes ainsi que pour les entrepreneurs et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). En 2021, 59% des femmes employées travaillaient dans le secteur des services, et 9 entreprises de services sur 10 étaient des MPME.

Le secteur des services génère actuellement la moitié des emplois et les deux tiers du PIB au niveau mondial, soit plus que l'agriculture et l'industrie combinées.

Ces changements dans la structure de l'économie mondiale remettent en question la vision de longue date des services comme étant une voie de croissance économique et de développement moins souhaitable que l'activité manufacturière.

2. La croissance du commerce des services est due à des facteurs qui se renforcent mutuellement

La croissance du commerce des services est due à l'interaction de plusieurs facteurs qui se renforcent mutuellement. Parmi eux figurent non seulement les efforts de réforme des politiques destinés à rendre plus contestables (c'est-à-dire compétitifs) les marchés nationaux de services, mais aussi l'accélération du changement technologique.

Les services intermédiaires (c'est-à-dire les intrants incorporés dans d'autres biens et services) jouent un rôle grandissant dans le soutien apporté à la croissance des échanges grâce à des améliorations touchant l'ensemble de l'économie en matière d'efficacité et de facilitation de la production transfrontières.

3. Le commerce des services est devenu plus numérisé

Dopées par les progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC), les exportations de services commerciaux ont presque triplé entre 2005 et 2022, l'expansion la plus rapide étant celle des services fournis par voie électronique, dont les exportations ont presque quadruplé.

Pendant la même période, les économies en développement ont accru leur part du commerce mondial des services: les exportations de services commerciaux des économies les moins avancées ont plus que quadruplé entre 2005 et 2022, tandis que celles des autres économies en développement ont plus que triplé.

L'expansion des exportations des économies en développement est de plus en plus liée aux services fournis à travers les frontières par des moyens numériques. Et les économies en développement représentent une part croissante des exportations de services non traditionnels. Ces gains contredisent le pessimisme en matière d'exportation qui a longtemps imprégné les débats sur le commerce des services et qui tendait à limiter l'engagement des pays en développement dans les négociations, notamment à l'OMC.

4. Les services sont essentiels pour relever les défis mondiaux les plus urgents

Les pays en développement doivent encore exploiter les possibilités importantes offertes par le secteur des services. Des obstacles au commerce persistent dans différents secteurs et pour différents modes de fourniture. Les politiques relatives au commerce des services ont cependant un rôle important à jouer en réduisant les coûts du commerce, en améliorant les résultats du secteur, en attirant des IED, en renforçant la résilience des chaînes d'approvisionnement et en augmentant la productivité et les exportations du secteur manufacturier.

À cet égard, les politiques relatives au commerce des services jouent un rôle clé dans les stratégies de promotion du développement. En outre, il est de plus en plus admis que les services – et le commerce des services – seront essentiels pour relever les défis mondiaux les plus urgents. Ces défis sont, entre autres, d'exploiter les avantages offerts par une économie mondiale qui se numérise rapidement, de faciliter l'accès à des biens et services essentiels pour répondre aux pandémies et aux catastrophes naturelles, d'assurer la sécurité alimentaire en adoptant les technologies les plus récentes dans le domaine agricole, de faciliter la transition vers une économie mondiale décarbonée et de concevoir et déployer des technologies vertes.

5. L'amélioration des engagements relatifs au commerce des services peut apporter des avantages essentiels

Bien que les réformes du secteur des services soient principalement le fait des pouvoirs publics au niveau national grâce à des mesures autonomes, la présence d'engagements contraignants dans les accords commerciaux est un complément essentiel. Les obstacles au commerce des services imposent des coûts élevés, auxquels s'ajoutent ceux qui résultent de l'incertitude liée à l'absence ou à la rareté des engagements contraignants. Un relèvement du niveau des engagements contraignants qui visent le commerce des services pourrait envoyer des signaux positifs aux investisseurs sur le climat des affaires et de l'investissement dans le pays.

Le fait d'encourager les Membres de l'OMC à consolider leurs meilleurs engagements issus des accords commerciaux préférentiels pourrait donner une impulsion majeure à la diplomatie des échanges multilatéraux – sans exiger d'engagements supplémentaires en matière de libéralisation –, car les engagements contractés dans des contextes préférentiels sont généralement mis en œuvre sur une base non discriminatoire (c'est-à-dire sur la base du traitement de la nation la plus favorisée).

Le rôle complémentaire joué par les engagements juridiquement contraignants présents dans les accords commerciaux peut aider à prévenir les régressions protectionnistes et à pérenniser les niveaux d'ouverture existants. La portée des actions commerciales indûment discrétionnaires ou arbitraires peut être réduite grâce à une meilleure transparence et à une meilleure prévisibilité des politiques. Les économies ne peuvent que tirer avantage des gains importants en matière de développement qu'offrirait une relance des négociations sur l'accès aux marchés pour les services à l'OMC.

6. Une feuille de route de l'Aide pour le commerce concernant les services pourrait aider à relever les grands défis

Pour adapter la coopération internationale aux nouvelles réalités du commerce des services, il faut intensifier l'Aide pour le commerce. Ce soutien doit viser à renforcer la capacité des économies en développement de concevoir et de mettre en œuvre des réformes touchant le commerce des services et d'offrir des services compétitifs sur les marchés mondiaux. Les économies en développement et les économies les moins avancées sont nombreuses à éprouver des difficultés pour mettre en œuvre des réformes de politique intérieure et conduire des négociations concernant le commerce des services – ne serait-ce qu'en raison de la nature diverse de l'économie des services, de l'intensité réglementaire qui la caractérise et des contraintes liées à la formulation des politiques et au respect des réglementations, ainsi qu'aux capacités du côté de l'offre.

Une approche dans laquelle l'Aide pour le commerce appuierait les efforts faits pour intensifier la coopération internationale, réduire les coûts du commerce et améliorer la transparence et la prévisibilité des conditions commerciales pourrait donner une impulsion au programme d'action sur le commerce des services, notamment à l'OMC.

Une initiative de « commerce des services pour le développement » pourrait aider à mobiliser un ensemble cohérent d'actions en faveur des services au titre de l'Aide pour le commerce, centré sur cinq défis essentiels : i) combler les lacunes de données touchant le commerce des services ; ii) favoriser la participation des économies en développement et des économies les moins avancées aux discussions de fond sur le commerce des services ; iii) renforcer les cadres et les institutions de réglementation ; iv) promouvoir la diversification, notamment celle qu'offre le commerce des services numériques ; et v) remédier aux principales contraintes du côté de l'offre et améliorer les compétences des travailleurs dans le domaine des services.